

CONTRE l'expulsion des Sciences Humaines du bâtiment B à CAEN !

Le « bâtiment B », fief des Sciences Humaines à **CAEN**, est en désamiantage depuis le début de l'année. Le président Pierre Denise lui prépare un futur pour le moins curieux...



Lundi 30 janvier, 200 étudiant-e-s, enseignant-e-s et salarié-e-s se sont invités au cocktail de bonne année organisé par la présidence de l'Université en l'honneur de ses investisseurs, pour protester contre leur projet de réhabilitation du bâtiment Lettres. Voté en juillet dernier par le Conseil d'Administration, sans concertation avec les responsables de l'UFR (Unité de Formation et de Recherche) et les syndicats de l'université, ce projet consiste à :

- **Remplacer la BU (Bibliothèque Universitaire) HSS (Humanités et Sciences Sociales) par une cafétéria** : l'absorption donc de la BU au sein de la BU Droit-Lettres, qui ne contient pas assez d'espace ni pour les 40 000 ouvrages, ni pour les étudiant-e-s de l'UFR HSS (40% des effectifs du campus 1) ; la parenthèse (cafétéria actuellement) deviendrait un hall pour la BU Droit-Lettres.
- **Installer le CEMU (Centre d'Enseignement Multimédia Universitaire), de la DEVE (Direction des Études et de la Vie Étudiante) et de la DIL (Direction de l'Immobilier et de la Logistique) en lieu et place des anciennes salles de TD.** Les salles de TD seront reconverties en salles d'examen cloisonnables de 250 places. Les filières anciennement abritées au bâtiment Lettres resteront éclatées sur le campus comme c'est le cas actuellement.
- **Numériser les livres, les cours, plus de présentiel.** Les TD surchargés c'est le présent, l'avenir c'est pas de TD du tout !!

Viennent s'ajouter à la colère contre ce projet, celle contre les fusions d'UFR amorcées à Caen il y a deux ans, conséquence de la loi LRU de 2007 - Loi relative aux libertés et responsabilités des universités - qui dégage l'État de ses responsabilités financières forçant les Universités à **se financer auprès des entreprises** (les « partenaires publics-privés » ou PPP), entraînant l'endettement progressif des petites Universités de province comme la nôtre.

Ainsi pour faire des économies sur notre dos, la présidence a :

- instauré les **sélections en master** pour pallier au nombre croissant de demandes ;
- licencié une vingtaine de personnels administratifs depuis l'intégration de l'UFR Histoire au sein de l'UFR HSS en 2015 portant à **deux le nombre de secrétaires pour tout l'UFR** ;
- exigé des **justificatifs de revenus pour les aspirants doctorants** : pas d'argent, pas d'diplôme.

Le message de la présidence est clair, les Sciences Humaines ne sont plus assez rentables pour « l'Université de demain » qui a besoin d'entreprises pour investir.

Nous ne nous laisserons pas faire !

Contre la dégradation de nos conditions d'études et de travail nous exigeons :

- de la présidence une VRAIE réhabilitation de notre bâtiment B avec la BU dedans et les administrations dehors : un bâtiment fait pour *étudier* !
- De l'État, un réinvestissement à hauteur des besoins, de la licence au doctorat, nos études ne sont pas à vendre aux « PPP » !

Pour une université ouverte à tou-te-s, gratuite, critique et auto-gestionnaire !

Arsène, le 6 février 2017